

« Si vous continuez à fermer les yeux, vos enfants en paieront le prix ! »



[Source : Boulevard Voltaire]

Interview exclusive pour Boulevard Voltaire de Marion Maréchal Le Pen

On a le sentiment ces derniers jours que Marine Le Pen se « droitise ». On l'a vu lors de *L'émission politique*, où elle a parlé de l'école libre par exemple. Est-ce une petite victoire de la ligne Marion Maréchal ?

Je ne crois pas qu'il faille l'analyser ainsi. Cela a été surtout une possibilité pour Marine Le Pen de clarifier ses positions. C'est une émission de deux heures et demie, on a pu aller au fond des choses et éviter les caricatures – il y en a beaucoup, souvent construites par nos adversaires de droite. Caricature sur l'augmentation du SMIC qui n'a jamais été dans le programme du Front National, caricature sur la mélenchonisation du programme économique qui est complètement absurde lorsqu'on s'y penche attentivement. Caricature, aussi, concernant une prétendue laïcisation des espaces publics qui ferait fi des racines chrétiennes de la France alors que précisément nous souhaitons dans la constitution remettre en avant et protéger ce patrimoine chrétien de la France... Ces nombreuses outrances ont été battues en brèche lors de cette émission et c'est heureux.

Au sein du FN, vous êtes celle qui a toujours plaidé pour la politique de la main tendue vers ce que l'on appelle communément la droite hors-les-murs. Le soutien inattendu apporté par Philippe de Villiers, dimanche dernier, à Marine Le Pen (je le cite : « *elle a la carrure présidentielle, sa main ne tremblera pas lorsqu'il faudra prendre des décisions douloureuses* »)... c'est votre œuvre ?

Je n'y suis pour rien, même si j'ose espérer que les relations privilégiées que j'ai nouées avec Philippe de Villiers ces derniers mois ont pu constituer un premier pas vers cette déclaration. À mon avis, la condition de la victoire de Marine Le Pen sera l'alliance du peuple de droite au sens large, des classes populaires au sens large, avec une partie de la droite conservatrice, incarnée notamment par ce que l'on qualifie de droite hors-les-murs et de personnalités comme Philippe de Villiers. L'enjeu principal de cette campagne est de réussir précisément à briser l'isolement et à ramener à nous un certain nombre de personnalités de droite. Marine Le Pen en a cité quelques-unes comme Nicolas Dupont-Aignan, Henri Guaino, ou certains députés qui ne sont plus vraiment dans la ligne politique des Républicains.

Henri Guaino a refusé cette main tendue puisqu'il a dit qu'il irait à la pêche en cas de second tour Macron – Le Pen...

C'est ce qu'il dit maintenant, mais j'ose espérer qu'il sera ramené à la raison si la France se retrouve face à un candidat mondialiste, libertaire, ultra-libéral comme Macron ou un extrémiste de gauche comme Hamon ou Mélenchon. Ces élus qui sont, j'en suis sûre, des élus de conviction, sauront faire le bon choix le moment venu.

Cette alliance entre la France périphérique et la France conservatrice, dites-vous, est la condition nécessaire à votre victoire, ou en tous cas à la victoire de la droite au sens fort du terme : est-ce que l'opposition n'est pas, finalement, artificielle ? Est-ce que la France périphérique, habitée par une inquiétude identitaire, n'est pas aussi conservatrice ?

Il y a des aspirations communes mêlées. Mais on constate une rupture, surtout sociologique, entre la droite conservatrice, dite bourgeoise – pas dans le mauvais sens du terme – dont les enfants sortent plutôt de grandes écoles, et cette France déclassée, des classes moyennes en difficulté, voire des classes populaires. Les préoccupations du quotidien ne sont pas les mêmes, mais il y a en effet une aspiration identitaire des deux côtés : la question immigration ou sécurité, la plus prégnante chez les classes populaires, est évidemment identitaire – on refuse la disparition de la culture française au profit d'une culture étrangère – mais la question de la lutte contre le mariage homosexuel ou contre la GPA ou la PMA est aussi un combat identitaire, puisque l'identité de la France, c'est aussi l'idée que l'on se fait de la dignité humaine, du respect de l'enfant, de sa filiation, de son enracinement. Ces deux classes sociologiques se retrouvent dans ce grand combat, qui est cohérent.

Elles peinent néanmoins à se reconnaître !

Oui et non. Les dernières élections ont révélé que les lignes avaient bougé. Les analyses du vote catholique en France montrent que nous étions, aux régionales, le premier parti dans cette tranche de population, alors qu'elle était l'une de celle qui nous résistait le plus. Les catholiques en France sont en train de se politiser. La Manif Pour Tous est une génération très politique. Pendant très longtemps, chez les catholiques de France, notamment traditionalistes, l'idée de la pureté a dominé : on défendait les idées de façon totalement pure, sans aucun stratagème politique quand bien même l'efficacité ne serait pas au rendez-vous : on était bien avec son âme et avec sa conscience, ça suffisait. Je crois que la génération de la Manif pour tous n'est pas du tout dans cette optique-là, elle a compris qu'il fallait en politique s'adapter à l'environnement, utiliser ses codes et à ce titre être plus efficace. S'adapter ce n'est pas renoncer, leur capacité d'adaptation et de pénétration du paysage politique français portera ses fruits. Il porte déjà ses fruits.

Macron a donné l'occasion aux deux France dont vous parliez de s'unir dans la même indignation ?

Je dois dire qu'il a été « génial » de bout en bout ! Conclure ses propos à des harkis et des pieds-noirs par « Je vous ai compris »... c'est quand même très fort. Manifestement, il n'y a pas de cours d'histoire chez Rothschild.

Quand Marine Le Pen ou Florian Philippot disent « oui, nous reviendrons sur le Mariage pour tous mais ce n'est pas une priorité, ce n'est pas essentiel » on se dit, un peu sceptique, comment parviendra-t-on à revenir sur une telle loi, avec la forte opposition que ça générera, si on n'a pas la conviction que c'est essentiel ?

Je ne crois pas. Il y a aujourd'hui 144 engagements dans le programme de Marine Le Pen, et il y a parmi eux l'abrogation de la loi Taubira, le refus de la généralisation de la PMA aux couples homosexuels femmes et le refus de la gestation pour autrui pour les couples homosexuels. C'est dit clairement.

Mais Marine Le Pen dit une chose dont il faut accepter la réalité : pour une grande partie des Français – et on peut peut-être le déplorer – l'abrogation de la loi Taubira n'est pas une priorité. Pour eux, la priorité est de savoir si leurs enfants ne vont pas être agressés à la sortie de l'école, de savoir s'ils vont apprendre à lire correctement, s'ils vont boucler leurs fins de mois et pouvoir payer leur loyer. Donc tout en conservant cet engagement sur lequel elle n'a jamais failli – et elle a été la seule ! d'où d'ailleurs l'injustice de ce procès – elle n'a pas voulu en faire un cheval de bataille ultra prioritaire et un étendard, parce qu'elle veut coller aux attentes des Français qui portent principalement sur l'éducation, le pouvoir d'achat ; les salaires et l'identité, sur le plan migratoire et sécuritaire.

Dans le programme du Front National, il y a beaucoup de mesures pour la famille, vous allez revenir sur la dégressivité des allocations familiales par exemple ?

Oui, nous voulons remettre le principe de l'universalité des allocations familiales, c'est-à-dire de ne plus les conditionner aux revenus – ce qu'avaient fait les socialistes.

Nous voulons également mettre en place la priorité nationale, c'est-à-dire que ces allocations seront réservées aux familles de nationalité française (aux couples dont l'un des deux parents au moins est français), évitant ainsi d'encourager la natalité étrangère en France, ce qui est un non-sens.

Nous entendons enfin réactualiser le niveau de ces allocations sur le niveau de vie.

Mais ce ne sont pas les seules mesures pour la famille. La transmission du patrimoine, par exemple, est

largement facilitée et encouragée : Marine Le Pen a bien conscience que la petite nation qu'est la famille est la condition de la grande nation qu'est la France, et que si nous ne soutenons pas cette cellule familiale nous brisons avec elle l'enracinement, la transmission parce qu'évidemment l'État ne peut pas combler à lui seul l'intégralité des solidarités sociales !

Vous allez aussi réformer les droits de succession ?

Oui absolument, nous allons faciliter la transmission du patrimoine en mettant en place une fiscalité moins forte qu'elle ne l'est aujourd'hui et sur une durée plus faible : aujourd'hui, on peut transmettre sans taxation 100.000 euros à chacun de ses enfants tous les 15 ans, nous allons ramener ça à 5 ans. C'est un effort très important, qui nous paraît indispensable pour faciliter la vie des familles.

Mais le mot « famille » n'apparaît jamais, c'est un mot qui fait peur au Front National ?

Il ne faut pas s'enfermer dans la sémantique. Ce qui est important, c'est le fond des idées, le projet en lui-même.

Qu'avez vous pensé de l'affaire Fillon ?

Ce qui m'ennuie, c'est que le feuilleton Fillon nous empêche de parler du fond. Et surtout, il occulte d'autres éléments qui me paraissent beaucoup plus importants. Notamment, le contrat commercial entre AXA et la boîte de conseil de François Fillon qui pourrait laisser supposer un lien, voire un conflit d'intérêt qui aurait pu conduire, par exemple, à la valorisation de Monsieur de Castries, ancien PDG d'AXA, anticipé comme futur Premier ministre, ou aurait pu avoir pour conséquence la privatisation de la sécurité sociale dans son programme. Ça me paraît d'autant plus inquiétant qu'il ne souhaite pas révéler les autres clients de cette entreprise de conseil, dont on pourrait soupçonner qu'il y aurait des pays étrangers.

L'affaire Fillon nous empêche aussi de parler de son bilan et de son programme, qui est très loin des fantasmes de la primaire : c'est un programme extrêmement faible, notamment sur la question de l'immigration, ou même sur la question de la lutte contre l'islamisme. Pour donner quelques exemples, François Fillon est opposé à la restauration des frontières nationales, il ne souhaite pas supprimer le droit du sol, il ne souhaite pas supprimer le regroupement familial, il ne souhaite pas restreindre les conditions d'accueil du droit d'asile... bref autant de sujets où il serait amené à décevoir.

Certaines personnalités des Républicains vous sont proches. Il se dit que, pour la première fois, le Front National pourrait se retirer ou faire des alliances là où il ne sera pas en situation d'être élu pour favoriser des personnalités proches dans les convictions....

Ça n'est pas à l'ordre du jour mais il y a en effet une réflexion sur ce sujet. À mon avis, c'est surtout une réflexion d'entre deux tours, elle ne peut pas être menée à l'heure actuelle puisque que ce serait laisser entendre que nous serions déjà dans un logiciel de défaite, ce qui n'est absolument pas notre cas !

On assiste actuellement à une guerre interne chez les Républicains à propos des investitures. L'UDI serait en train de pousser le PCD dehors, pour prendre les places. Jean-Frédéric Poisson proteste, Xavier Lemoine serait sur la sellette... N'est-ce pas une politique un peu curieuse, de la part de François Fillon, alors que les analystes disent qu'il a été porté par un électorat très conservateur ?

Cela ne me surprend absolument pas ! Il a fait une campagne de primaire de droite et donc aujourd'hui, il est en train de faire une campagne de présidentielle. Il était prévisible que la campagne qu'il allait mener pour parler à son socle électoral n'allait pas être la même que pour faire une campagne avec l'intégralité des Français. La droite nous fait systématiquement le coup. Il a beau avoir été en partie élu grâce à Sens commun et à cette image conservatrice qu'incarne parfaitement le Parti chrétien démocrate, pour autant, il paraît évident aujourd'hui qu'il retourne vers les vieilles habitudes de la droite, à savoir préférer les centristes plutôt que les classes populaires. Il s'achète une respectabilité... et il anticipe peut-être la capacité demain à travailler et à gouverner avec les élus de Macron ?

Vous pensez par exemple que lorsqu'il pousse la candidature de NKM dans le VIIe arrondissement de Paris, il fait une erreur ?

C'est surtout représentatif de ce que pense vraiment François Fillon, derrière les apparences. Son organigramme de campagne est lui-même assez révélateur : Avec Benoît Apparu comme porte-parole, quand on connaît ses déclarations, notamment, sur les crèches dans les mairies..., ou Henri de Castries, qui est pressenti comme futur Premier ministre – un homme qui a reçu le prix de Bosphore, à Istanbul, pour avoir été un acteur important de l'avancée des relations entre l'Union Européenne et la Turquie en vue d'une intégration de la Turquie au sein de l'Union Européenne !

On oppose à Marine Le Pen le fameux « plafond de verre » qui l'empêcherait d'être élue. Quelles seraient, selon vous, les conditions nécessaires pour qu'elle remporte l'élection présidentielle ?

On avait les mêmes faux pronostics sur le Brexit, sur Trump, ou même sur le référendum italien. Ce qui était vrai il y a six mois ou un an l'est de moins en moins aujourd'hui. Il est certain que l'agencement du deuxième tour va être déterminant. Être face à François Fillon, Hamon ou même Macron change la donne...

Le ralliement d'un certain nombre de personnalités à droite comme Philippe de Villiers, entre autres, pourra participer à rassurer une partie de l'électorat : ce que nous constatons c'est que le Front National est majoritaire chez les 18-25 ans, il est majoritaire chez quasiment tous les actifs.

Mais une partie de l'électorat de droite, notamment les plus de 65 ans, sont plus réticents à nous rejoindre.

Cela tient moins souvent, on le constate, au fond des idées qu'à une certaine image qu'ils peuvent avoir de nous. Ça fait vingt-cinq ans qu'on leur explique que FN = facho = nazi, c'est difficile de se défaire de cela !

Il y a aussi la force de l'habitude de vote, l'attachement un peu irrationnel à une certaine famille politique. Je suis convaincue que si nous arrivons à leur montrer la preuve de notre crédibilité, à les rassurer en ramenant à nous un certain nombre de personnalités, cela pourra créer le déclic salutaire. Ils sont une tranche de la population décisive dans le devenir de la France.

Michel Onfray valide lui-même la thèse du « grand remplacement », dans son caractère purement factuel, démographique... Vous ne croyez pas que, finalement, les prochaines élections sont peut-être les dernières pour lesquelles vous avez une chance de gagner ?

Peut-être pas les dernières, il ne faut pas dramatiser à ce point là, mais il est certain que le temps joue contre nous, car nous sommes en train d'assister à la dissolution de la France, y compris par le haut : nous sommes de plus en plus dépossédés de notre souveraineté. Nous sommes enfermés dans des traités internationaux de libre-échange, nous sommes sous la coupe du gouvernement des juges de la Cour Européenne des droits de l'homme, de la Cour de justice de l'Union Européenne ou même, en France, du Conseil Constitutionnel, nous sommes en train d'assister progressivement à la fin de la politique. Or, on se rend compte que la fin de la politique conduit au chaos et que la suprématie de l'économie sur le politique se fait systématiquement au détriment du bien-être et de la dignité humaine.

Face à ce grand phénomène mondial, particulièrement aigu au sein de l'Union européenne qui l'a mis en œuvre de façon zélée, nous avons un réflexe national très fort dont le Front National est la traduction. Et qui, à mon avis, même si je déteste cette expression, va dans le sens de l'Histoire. C'est ce qui me rassure sur notre capacité à gagner : nous sommes en phase avec une réaction profonde du peuple français. Mais la principale difficulté, c'est la démographie. Nous assistons, c'est un fait, à un remplacement d'une partie de la population française avec l'arrivée quasi anarchique d'une immigration de masse, et avec, en parallèle, une population immigrée qui a beaucoup d'enfants et un peuple historique – on va dire pour faire simple – qui en a beaucoup moins.

Mécaniquement cela engendre une concentration de population étrangère avec tous les effets délétères, communautarisme, insécurité, développement de l'islam radical.

Malheureusement, le Front National n'a pas de prise sur ces populations communautarisées, parce qu'il n'apporte pas de réponses à leurs souhaits communautaires – construction de mosquées, octroi d'un certain

nombre de privilèges, acceptation de revendications politiques – et hors de question que le Front National s’amuse à cela comme le font aujourd’hui la droite et la gauche. Il nous faut arriver aux affaires rapidement pour pouvoir contrer ce phénomène.

« Avec Marine Le Pen au pouvoir, ce sera le chaos »... Comment répondez-vous à cette crainte ?

C’est une forme de fatalisme, une forme d’acceptation de l’échec et du renoncement et je trouve que c’est un mode de raisonnement extrêmement triste.

De la même manière que Trump, élu par le peuple contre les élites, subit une offensive de l’État profond, nous subirons cette même offensive, cela me paraît évident... même si il est assez connu que lorsqu’on arrive aux affaires, nombre des ennemis d’hier découvrent soudainement qu’ils nous ont toujours soutenu à l’insu de leur plein gré ! Beaucoup, donc, se retourneront au moment de la victoire, et puis nous mettons aussi en œuvre, au sein de notre projet, des mécanismes qui nous permettront de contourner ces obstacles, avec un retour important du référendum par trois grandes réformes :

L’obligation du recours au référendum pour toutes réformes constitutionnelles – nous ne pourrons plus dorénavant réformer la Constitution par voie de Congrès et éviterons ainsi le coup d’état démocratique de Nicolas Sarkozy avec le Traité de Lisbonne -, l’élargissement du champ d’application de l’article 11 du référendum qui est aujourd’hui assez restreint : nous voulons l’élargir à l’intégralité du domaine de la loi pour pouvoir consulter les Français sur tous les grands sujets de société. Nous voulons enfin mettre en place, et c’est probablement l’une des réformes les plus forte, le référendum d’initiative populaire : cela permettra à 500.000 citoyens de se réunir afin d’obliger à l’organisation d’un référendum sur un sujet particulier, et permettra de déverrouiller beaucoup de choses.

Alors il est vrai que nous aurons certainement des banlieues qui vont assez peu apprécier le fait que nous allions briser tout le marché noir, que nous allions remettre en cause les petites habitudes du trafic de drogue qui fait vivre en sous-main toute une partie de la population, que nous allions briser la loi des caïds, que nous allions couper les subventions à l’islam radical et que nous allions rendre la vie impossible aux salafistes.

Cet embrasement fait peur notamment aux retraités qui se disent finalement il y a un *statu quo*...

J’entends bien mais quel en sera le prix d’ici quelques années ? Tout le monde ferme les yeux, se contente de l’achat de la paix sociale, mais la réalité, c’est que la France vit sur une poudrière et il suffit de la moindre petite étincelle pour que tout s’embrase... et dans quelques années, certainement dans des proportions beaucoup plus importantes. Je veux donc dire à ces personnes âgées : oui, il y aura fermeté, probablement avec des conséquences qui ne dureront pas très longtemps, mais il vaut mieux cela plutôt que de continuer à fermer les yeux et à faire payer à vos enfants, à vos petits-enfants voire vos arrière-petits-enfants, un renoncement qui frôle la lâcheté et qui aura des conséquences dramatiques d’ici quelques décennies.

Je pense aussi aux médias, on a vu que Donald Trump avait fait le choix de les écarter, vous comptez faire la même chose ?

Cela fait partie des sujets qu’il faudra mettre sur la table : la subvention des médias, par exemple, puisque leur partialité tient probablement aussi au fait qu’un certain nombre d’entre eux, dont l’Humanité, subsistent exclusivement grâce aux impôts des Français.

Vous supprimerez leurs subventions ?

Il y a en tout cas un débat à avoir sur la répartition qui est en faite aujourd’hui, une répartition clairement militante dans des proportions absolument considérables pour des journaux qui ne vendent plus, que les Français n’achètent plus, et qui survivent exclusivement grâce à un certain nombre de contrats dans les mairies communistes ou via la SNCF et Air France.

Parlons d’actualité, l’affaire Théo pour vous ce sont les prémices d’un soulèvement possible des banlieues ? Vous pensez que cela aurait pu être facilement jugulé dès le départ ? Quel est votre sentiment là-dessus ?

Il y a plusieurs choses : déjà il faut savoir – et c’est le syndicat Alliance lui-même qui l’a révélé – il y a eu des consignes données, une fois de plus, aux forces de l’ordre de ne pas intervenir, de ne pas répondre aux provocations, de faire le minimum d’interpellations possibles, pour que cela ne s’embrase pas en cette période électorale. Parce que l’on sait pertinemment que cela pourrait ouvrir les yeux d’un certain nombre de Français, et les amener, peut-être, à chercher une réponse forte au Front National.

Il est évident qu’on a laissé la situation telle quelle pendant un certain nombre de jours.

Par ailleurs, ces casseurs ont été à moitié encouragés par une partie de la classe politique, notamment à gauche puisqu’ils ont passé leur temps, certes, à condamner les « incidents » comme ils disent – une façon sémantique de minimiser la chose -, mais d’autre part, à justifier ces agissements puisqu’on a encouragé, soutenu les manifestations contre les prétendues violences policières.

Il y a eu tellement de violences policières en France qu’on est obligé d’encore se référer à Malik Oussekiné il y a trente ans... c’est vous dire ! On a justifié cela, une fois de plus, avec le même discours, les mêmes poncifs en disant « oui, mais c’est le chômage, c’est la mise à l’écart des banlieues, c’est le racisme », donc finalement, c’est pas bien, ils cassent mais d’une certaine manière, ils ont raison de casser puisque c’est la société qui est responsable de cet état de fait.

Au Front National nous avons dès le départ fermement condamné cette approche, repris aussi par une partie de la droite, en disant que non, la société n’a pas de responsabilités, ces gens sont des délinquants voire même des criminels qui se servent du prétexte de l’affaire Théo, sans rentrer dans le détail, pour mettre à feu et à sang des banlieues. Parce que je ne vois pas ce qui peut justifier dans l’affaire Théo le pillage de magasins, le fait de caillasser des bus ou de brûler la voiture du voisin. Il faut changer radicalement de raisonnement et accepter l’idée que c’est une réponse judiciaire et policière ferme face à ces casseurs qui sera la solution, et non pas arroser encore d’argent public comme nous le faisons avec les politiques de la ville depuis longtemps, avec les résultats que l’on connaît.

Au cœur de l’actualité aussi, liée au reste, ce blogueur, Mehdi Mektat, du Bondy blog, vous avez été vous-même la cible de ce blogueur, un scandale qui a émergé grâce aux médias alternatifs !

Exactement ! Une fois de plus, c’est parfaitement révélateur d’une indignation à géométrie variable dont font preuve une partie des journalistes bobos de gauche si prompts à dénoncer la haine et qui ont en leur sein – et protègent, et promeuvent – un certain nombre de personnes comme ce Mehdi qui s’est illustré pendant des mois, voire même des années, par des propos ignobles sur Facebook – jamais d’ailleurs à l’égard de l’islam, il faut bien le préciser – profondément misogynes, antisémites, racistes – toujours à l’égard des mêmes. Et manifestement, il continuait d’avoir les plateaux de télé ouverts puisqu’il a même eu le grand plaisir de pouvoir interviewer Mme Taubira, émerveillée d’ailleurs par l’œuvre de ce jeune homme... qui même dans ses livres, pourtant, tient des propos particulièrement outranciers.

La constatation c’est qu’aujourd’hui, quand on est journaliste d’origine immigrée en France et puis manifestement plutôt musulman, on a le droit de dire tout ce qu’on veut et on a le droit d’insulter l’intégralité des homosexuels, des juifs, ou même des blancs, alors que d’un blanc au Front National, on n’aurait jamais accepté le dixième – et fort heureusement d’ailleurs – de ce qu’a pu dire ce jeune-homme.

On a beaucoup parlé de la visite au Liban de Marine Le Pen et du fait qu’elle ait refusé de porter le voile lors d’une visite dans une mosquée sunnite. Vous qui avez fait un discours féministe bien senti il y a quelques semaines, comment réagissez-vous ?

C’est un symbole important. Les féministes ou en tout cas celles qui s’affichent comme telles à gauche sont les premières à défendre la marchandisation de la femme avec la gestation pour autrui et sa soumission à travers le voile. On voit bien que le voile aujourd’hui ce n’est pas simplement un apanage culturel que l’on retrouve dans certains pays, c’est véritablement en France une offensive de colonisation de l’espace public voulu et incité par l’islam politique et l’islam radical. C’est si vrai d’ailleurs qu’il y a des années de cela, les Français de confession musulmane et pratiquants en France n’avaient aucune difficulté à s’habiller à l’occidentale alors qu’aujourd’hui, dans certaines parties du territoire, dès douze ans, les jeunes filles sont invitées, pour ne pas dire contraintes à porter ce voile, voire le voile intégral. Ce refus de Marine Le Pen est

important par les temps qui courent alors même que le flou de la pensée conduit certaines féministes à défendre le voile aujourd'hui comme une liberté de la femme, finalement de pouvoir, se soumettre... librement !

Néanmoins vous connaissez l'adage « À Rome, vis comme les Romains »... ne peut-on pas lui reprocher de demander aux jeunes femmes musulmanes de ne pas porter le voile chez nous et de ne pas se plier à leurs propres mœurs chez elles ?

Vous admettez que le « fais comme les romains » en France, est assez peu respecté par un grand nombre de musulmans. Donc qu'ils n'exigent pas de nous ce qu'ils refusent de faire en France.

Et puis, le Liban est connu plutôt pour être un pays vraiment multiculturel à cet égard, il y a un respect des religions et notamment de la religion chrétienne, un pays où il n'y a pas, comme en Iran, par exemple, d'obligation pour toute la population de se voiler. Et puis statut diplomatique de Marine Le Pen, ce qu'elle peut représenter – ce qu'elle représentera, je l'espère, demain c'est-à-dire la France – peut justifier qu'elle bénéficie de cette dispense.

Sa volonté de supprimer la double nationalité émeut les chrétiens du Liban. L'un d'entre eux me disait hier : « *Nous, les chrétiens libanais, sommes plus français que les Belges.* »

C'est un choix doctrinal. Moi, je suis même pour aller encore plus loin que ne le fait actuellement le Front National, puisqu'il autorise la bi-nationalité européenne : Je considère qu'on ne peut pas avoir de double allégeance et qu'à ce titre on ne peut pas être Français et invité à faire son service militaire dans un pays étranger quel qu'il soit, européen ou non même si le lien civilisationnel que nous avons avec l'Europe, des liens extrêmement poussés dans tous les domaines puissent justifier cette exception.

La nationalité française a été trop bradée et il est important qu'elle retrouve un peu de son prestige, qu'elle devienne de nouveau un véritable privilège et qu'elle soit un choix fait en âme et conscience, un choix de cœur et pas seulement une sortie de secours, comme elle est trop souvent aujourd'hui utilisée par un certain nombre de binationaux.

Marine Le Pen a dit qu'elle prendrait peut-être un Premier ministre qui ne serait pas du Front National, coupez-moi si je me trompe !

C'est possible !

Elle pensait à quelqu'un en particulier ? Quel est l'objectif ?

C'est à elle qui faudra le demander mais en tout cas, ce qu'il faut retenir c'est que Marine Le Pen n'est pas enfermée dans l'idée d'un gouvernement fronto-frontiste et qu'elle anticipe déjà la nécessité de l'élargir.

Ça veut dire à une personnalité de la vie civile... ou à des politiques « extérieurs » ?

Ça veut dire les deux, une personnalité de la vie civile ou politique. Cela s'adresserait en l'occurrence à des personnalités de la vie civile mais aussi à des personnalités actives ou non-actives du monde politique, qui ne viennent pas exclusivement du Front National. Elle a cité, déjà en leur tendant la main, Nicolas Dupont-Aignan, Henri Guaino, Philippe de Villiers. Un gouvernement de Marine Le Pen ce sera quelque-chose qui ressemblera au Front National et à l'ouverture à la droite nationale conservatrice en partie.

On entend beaucoup que le Front National ne dispose pas d'un vivier de gens compétents. Vous avez été diabolisés donc les gens susceptibles de faire carrière craignaient ou peut-être craignent toujours de vous rejoindre, de peur d'être stigmatisés et de ne plus pouvoir se recaser ensuite. Vous souffrez en effet d'un déficit de cadres, de compétences ?

Si nous étions à ce point isolés et nuls, je ne pense pas que nous pourrions porter avec autant d'efficacité les diagnostics qui sont les nôtres et qui s'avèrent systématiquement justes ! Nous ne pourrions pas constater que l'intégralité de la droite ou presque reprend à son compte les propositions que nous faisons déjà par anticipation depuis il y a années.

Nous ne nous amuserions pas à vouloir arriver aux affaires si nous n'avions pas de quoi assurer ce pouvoir car nous imaginons bien l'adversité à laquelle nous devons faire face et nous ressentons bien l'espoir que nous suscitons aujourd'hui auprès d'une grande partie des Français. Nous avons beaucoup de gens avec nous, déjà dans nos élus actuels, peu connus parce que peu invités sur les médias mainstream, mais qui sont des gens très compétents, et nous avons beaucoup de groupes, dont les Horace pour le Front National, qui sont des profils de très haut niveau et qui sont d'ores et déjà prêts à s'investir dans des responsabilités lorsque nous arriverons aux affaires.

On dit souvent que vous être l'héritière de votre grand-père, vous l'acceptez ? Vous le réfutez ?

Je suis sa petite-fille donc forcément ça joue un petit peu dans cette analyse ! Le réfuter serait complètement absurde même si j'ai pu avoir des désaccords politiques forts avec mon grand-père et je ne m'en suis jamais cachée, je l'ai dit publiquement et je le lui ai dit aussi. Mais je refuse de jeter le bébé avec l'eau du bain. Jean-Marie Le Pen ça n'est pas que les polémiques, c'est quarante ans de vie politique, c'est un homme qui arrive du fin fond de la Bretagne, qui parlait breton chez lui dans une maison en terre battue sans eau ni électricité et qui arrive à porter le courant national à bout de bras abandonné et même honni par tous... certes avec les défauts qui sont les siens, mais comme tous les grands hommes il a de grandes qualités et de grands défauts.

Evidemment, le Front National tel qu'il existe aujourd'hui est l'héritier direct du Front National de Jean-Marie Le Pen mais avec toutes les évolutions naturelles : bien sûr, le Front National des années 70 n'est pas le Front National des années 2016 simplement parce que le contexte mondial, national n'est pas le même, les adversaires ne sont pas les mêmes.

Aujourd'hui le Front National est un parti qui se construit face à l'hégémonie de la supranationalité, face à la disparition de nos souverainetés nationales et face au défi qu'est devenu l'islam mondialisé politique et radical donc évidemment les réponses sont autres. Mais le socle reste le même c'est-à-dire la défense de l'identité et de la souveraineté française.

Propos recueillis par Gabrielle Cluzel et Charlotte d'Ornellas